

L'Étincelle



Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA Poissy

Lundi 20 septembre 2021

Le vaccin est une protection, le capitalisme une agression !

La date couperet pour l'obligation vaccinale, fixée par le gouvernement au 15 septembre tout particulièrement pour le personnel hospitalier, sous peine de perdre son emploi ou d'être acculé à un congé forcé sans salaire, a encore dégradé les conditions de travail et de soins dans les hôpitaux. Véran, ministre de la Santé, a annoncé 3 000 suspensions de soignants non vaccinés, relativisant l'impact de la mesure, sur plus de 2,7 millions de salariés concernés. Mais ce chiffre pourrait être largement sous-estimé, et le sous-effectif est tel, dans bien des établissements de santé, que l'absence de quelques collègues suffit à mettre dans une situation plus que critique.

Le gouvernement fanfaronne... pendant que les soignants craquent

Le gouvernement met à son actif le fait que le seuil des 50 millions de personnes ayant reçu au moins une dose de vaccin a été atteint la semaine dernière. Mais cette autosatisfaction ne saurait cacher que sa gestion de la pandémie a été de bout en bout criminelle. Le « quoi qu'il en coûte » avait pour unique préoccupation, non de sauver des vies, mais de préserver les profits des entreprises. Pas de « quoi qu'il en coûte » en revanche pour embaucher dans les hôpitaux et investir dans les équipements nécessaires. Depuis un an et demi, les soignants ont tout vécu : pas de masques, pas de sur-blouses, pas de respirateurs en nombre suffisant, un manque de bouteilles d'oxygène et de lits de réanimation, des soignants obligés par leur hiérarchie à venir travailler alors qu'ils avaient été testés positifs au Covid... Et on en passe. Aux heures les plus graves de l'épidémie, la grande misère des hôpitaux publics a été révélée au grand jour. Que le personnel a tenté désespérément de compenser par des efforts surhumains qui leur ont valu les applaudissements du public, mais pas le moindre geste concret du gouvernement. C'est cette même situation scandaleuse dont témoignent les soignants appelés en renfort aux Antilles : pas assez de masques, de gants, de désinfectant... L'ARS a même demandé à certains d'emporter leur matériel !

La violence du chantage à l'emploi

Après un an et demi de crise sanitaire, rien n'a donc changé dans la situation des hôpitaux. Avec les suspensions des employés non vaccinés, les démissions et les arrêts maladie pour cause de burn-out, c'est même de pire en pire. Celles et ceux qui restent

sont transbahutés de service en service pour combler le manque de personnel. Ils deviennent des agents polyvalents, dont on modifie sans cesse les plannings, auxquels on refuse les congés. Face à cette catastrophe depuis longtemps annoncée, le gouvernement ne répond que par la violence du chantage à l'emploi. D'autant plus scandaleuse qu'avec plus de 90 % de vaccinés parmi le personnel de santé, on ne peut pas dire que l'hôpital soit particulièrement en danger. Mais l'occasion est trop belle, pour ces défenseurs forcenés du capitalisme, de taper encore sur les travailleurs et d'inventer de nouvelles mesures de rétorsion. Et voilà que Véran promet encore des contrôles systématiques pour les arrêts des soignants, considérés comme suspects depuis l'entrée en vigueur de l'obligation vaccinale ! Cette violence, c'est celle dont le gouvernement fait preuve vis-à-vis de l'ensemble des salariés.

En guerre contre le monde du travail

Ce n'est pas au virus que le gouvernement a déclaré la guerre, mais bien aux salariés. Il suspend le salaire des non-vaccinés, programme la baisse des allocations chômage au 1^{er} octobre prochain, prépare une nouvelle réforme des retraites avec le report de l'âge de départ à 64 ans... La coupe est pleine. Il va falloir riposter, cela devient vital pour les salariés des hôpitaux, mais aussi pour l'ensemble des travailleuses et travailleurs !

L'appel à la mobilisation du mardi 5 octobre prochain est une occasion de montrer notre colère par la grève et les manifestations. Il faut que ce gouvernement comprenne que ses attaques et son mépris ne resteront pas sans réponse.

Embaucher aussi c'est un besoin pressant

Montage équipe 22, jeudi dernier, aux secteurs HC, PCI, GAV, POM, une vingtaine de salariés ont fait 2 heures de grève pour revendiquer du personnel supplémentaires et le droit d'aller aux toilettes en dehors des pauses (les moniteurs étant tous en poste, on leur refusait ce droit élémentaire).

La direction a dû céder, elle s'est engagée à renforcer les effectifs, et a accepté que les ouvriers arrêtent la chaîne au bout de 5 minutes s'ils ne sont pas remplacés pour aller aux WC.

Stop au H+ ! La coupelle est pleine

Montage équipe 22, mercredi dernier il manquait des coupelles d'amortisseurs, les chaînes ont été arrêtées pendant quasiment toute la séance. Super on a pu se reposer. Par contre on aurait préféré le faire en restant chez nous le samedi précédent ! Au lieu de faire des plannings complexes bourrés d'H+, la direction devrait se préoccuper d'abord de trouver des pièces... ça peut être utile pour fabriquer des voitures.

Quai de gare à la direction !

Montage, quai sud C2S, les conditions de travail sont intenable et dangereuses avec la quantité colossale de pièce à décharger, et ça manque de place. Mardi 14 septembre, l'ensemble des caristes de l'équipe 22 ont débrayé pendant 2 heures. Le lendemain, tous ceux de la 12 se sont mis en droit de retrait pendant 2 heures 30. À chaque fois, pour mieux répartir le travail toute la journée, les caristes réclament la création de postes supplémentaires, notamment en nuit où actuellement il n'y a qu'un seul cariste.

La direction a commencé à céder : elle a rajouté un cariste temporairement et elle prévoit de mieux gérer l'arrivée régulière des camions. Ça reste insuffisant : maintenons la pression sur la direction !

On est pressé... de rentrer chez nous

Porte d'Achères, les files d'attente des voitures sont de plus en plus longues. La direction ne veut pas augmenter le personnel au contrôle, ni ouvrir systématiquement les 2 barrières. Tant pis, on arrivera en retard à notre poste sans faire d'effort nous aussi. Par contre, qu'elle se débrouille pour nous faire stopper le travail plus tôt, puisqu'il faut attendre à la sortie.

C'est partout la Cata

À la Peinture, la direction veut muter de force des maintenanciers vers la production au secteur TTS-Cata. Hors de question ! Les maintenanciers galèrent déjà en sous-effectif et surtout ils n'ont rien demandé. La direction explique qu'il manque du personnel au secteur TTS-Cata... Qu'elle arrête son hypocrisie, il en manque partout des effectifs dans l'usine, au TTS-Cata, à la Maintenance comme ailleurs. Elle n'a qu'à embaucher massivement avec les 6 milliards de profits qu'elle a fait en 6 mois.

On connaît la musique

À l'Emboutissage, les effectifs ont fondu, les moniteurs, et RU sont en postes... et la direction cherche encore à réduire, en augmentant encore plus la polyvalence. Et il y a toujours plus de travail. Stop ! On n'est pas des hommes-orchestres !

Tous ensemble ! Wszyscy razem ! Tutti insieme !

À PSA Sevelnord, au Montage, il y a quelques jours, il y a eu des débrayages de dizaines d'ouvriers contre les sous-effectifs et les fortes cadences. Même les travailleurs polonais venant d'Opel à Gliwice ont participé : ils en ont ras-le-bol de l'usine-prison à la française, « pire que chez eux » selon certains. Qu'on soit de Poissy, de Sevelnord, français, polonais, ou italien : on a qu'une solution pour améliorer notre sort : la lutte solidaire contre notre patron commun.

PSA ça ose tout, c'est même à ça qu'on le reconnaît

17 salariés de PSA Charleville-Mézières ont saisi les Prud'hommes pour réclamer la majoration de leurs horaires de nuit, non payée depuis plusieurs années. La direction avait mis en place des équipes de fin de semaine, dites équipes de suppléance, où travaillent près de 330 employés qui effectuent des horaires de nuit, 1 semaine sur 3, en triplage (en 3x8).

Imperturbables les avocats de PSA rétorquent qu'« il n'y a pas d'équipe de nuit sur le site PSA de Charleville-Mézières, il n'y a que des salariés en triplage ». En clair : pas d'équipe de nuit, seulement des ouvriers qui travaillent la nuit... mais pas « en nuit ».

188 salariés concernés ont donc été volés de 1 000 à 1 200 € par salariés sur 3 ans.

Crise des semi-conducteurs à Renault Sandouville

Tous les constructeurs mettent des usines à l'arrêt pour cause de crise des semi-conducteurs. Mais à Renault Sandouville, 983 calculateurs qui en sont équipés vont partir à la poubelle, pour cause d'une stupide fuite dans la toiture de l'usine que la direction n'a jamais fait colmater.

La crise est surtout celle de l'incompétence des directions, à Renault comme à PSA, incapables de boucher les trous, dans les toits comme à la production...

Le sous-marin Cocorico a fait plouf

Le contrat franco-australien de 56 milliards qui devait rapporter gros à l'industrie française de l'armement a été annulé. Ça fait pleurer nos politiciens nationalistes, chantres de la concurrence capitaliste, de constater qu'elle ne s'arrête pas à nos frontières. Mélenchon a tweeté sa solidarité avec le gouvernement Macron... Quand les patrons et licencieurs français se prennent une baffe, c'est à leur chevet que les politiciens se bousculent, à droite et à gauche.

Les ouvriers des chantiers navals ne doivent pas compter sur les projets industriels des capitalistes ou de l'État, mais sur leurs luttes pour maintenir leur emploi et leurs salaires.